SNUipp FSU
DES IDÉES QUI FONT ÉCOLE

MAI 2022

QUELLE FORMATION POUR QUEL MÉTIER ?

Retour sur le colloque du SNUipp-FSU



© MILLERAND/NAJA

Une formation à reconstruire

« Enseigner est un métier qui s'apprend. » Une petite phrase chère au SNUipp-FSU qui a tout d'une évidence mais qu'il a fallu longtemps marteler tant les représentations liées à l'enseignement laissent à penser que de solides savoirs théoriques suffisent à accompagner les élèves sur le chemin du savoir. Pourtant aujourd'hui, alors que le métier est reconnu plus complexe et plus difficile, alors que le niveau de recrutement s'est élevé à Bac+5, c'est à un véritable retour en arrière qu'on assiste avec un ministre qui diminue le temps consacré à la formation professionnelle, qui réduit l'enseignement à la mise en œuvre de prescriptions simplistes et qui utilise les stagiaires comme moyens d'enseignement sur le terrain. Au moment où des échéances électorales devraient mettre les questions éducatives au centre des débats, le SNUipp-FSU, fidèle à sa ligne de conduite, a choisi à nouveau fin mars 2022 de donner la parole aux chercheuses, chercheurs, mouvements pédagogiques, actrices et acteurs de terrain pour avancer sur quelques questions essentielles concernant la formation des professeurs d'école : Quelles sont les spécificités du travail enseignant ? Comment penser la formation enseignante ? Quelle articulation entre réflexion théorique et confrontation avec le terrain ? Deux jours de débats, de propositions, de pistes de travail condensés dans ce quatre pages pour avancer ensemble vers la reconstruction d'une véritable formation pour notre métier.

La formation continue dans tous ses états PAGE 2

2 questions à Damien Collard PAGE 2

Apprendre, oui mais pourquoi ? PAGE 3

3 questions à Dominique Bucheton et Jacques Bernardin PAGE 4

Les propositions du SNUipp-FSU PAGE 4

La formation continue
dans tous ses états

PAROLES DE COLLÈGUES

« Il nous faut réagir, prendre conscience que nous sommes dans une politique de la performance à tout prix. »

« Les débuts de carrière repartent avec les guides de bonnes pratiques et non les programmes mais ils ne sont pas dupes. Ils se posent des questions et ont envie de découvrir réellement le métier. »

« On a de plus en plus de mal à avoir des temps collectifs, notre métier est en train de s'abimer. »

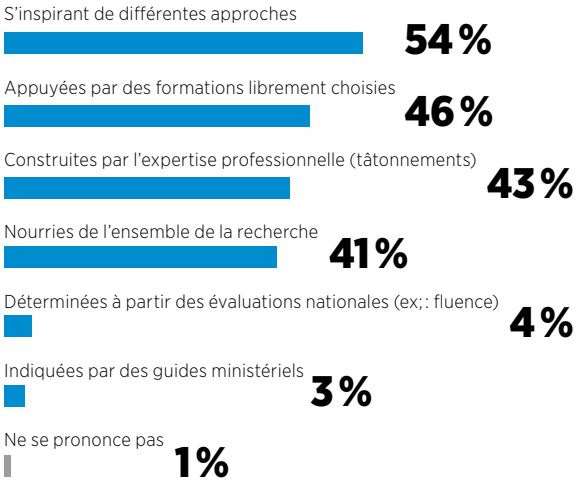
« Cela m'a fait du bien d'entendre des chercheurs rappeler qu'enseigner est un métier de conception pour lutter contre les inégalités sociales. »

Lors de la conférence de comparaisons internationales sur la formation continue et le développement professionnel des personnels de l'éducation de novembre 2020, les conclusions du Centre national d'études des systèmes scolaires (CNESCO) ont listé les besoins pour une formation de qualité. La formation proposée doit s'ancrer sur les besoins des professionnels, être reconnue utile par ces derniers et s'appuyer sur des formateurs et formatrices expertes. Les actions de formation doivent s'inscrire dans la durée afin de permettre d'alterner avec des temps de mise en pratique réflexive dans la classe. Elles doivent aussi permettre d'avoir accès aux connaissances les plus récentes de la recherche en éducation et de s'engager dans une démarche scientifique de construction de savoirs et de pratiques professionnelles. Et pour finir, le CNESCO rappelle qu'une formation doit être à la fois individuelle et collective, au sein d'une école, d'un réseau d'écoles… afin développer l'inscription des personnels dans une communauté apprenante.

Les personnels enseignants ne veulent pas se voir imposer méthodes et outils mais pointent l'importance de s'inspirer de différentes approches pour construire leur pratique.

Concernant les méthodes d'enseignement, lesquelles auraient votre préférence ? Des méthodes d'enseignement… (réponses données à l'aide d'une liste, deux réponses possibles.)

Résultats de l'enquête « École et métier » Harris / SNUipp-FSU 2022





© DR

2 QUESTIONS À Damien Collard, maître de conférences à l'Université de Franche-Comté, chercheur au Centre de recherche en gestion des organisations (CREGO).

1 Quel parallèle entre l'Éducation nationale et les autres services publics ?

Depuis 20 ans, le service public est touché par le « Nouveau management public », une doctrine néolibérale qui recommande d'appliquer à la sphère publique des logiques de gestion issues du secteur privé : recherche de la performance, diminution des coûts, satisfaction des usagers. L'Éducation nationale n'y échappe pas ! Dans cette perspective, il convient d'évaluer les établissements, les pratiques, les enseignants et les élèves. Il faut aussi transformer les directeurs d'école en managers capables de recruter leurs enseignants et de fédérer autour d'un projet comme dans les écoles « laboratoires » de Marseille. Généraliser ce système, c'est bouleverser en profondeur l'Éducation nationale.

2 Quelles pistes pour imposer une autre conception du métier ?

Résister individuellement est très couteux psychiquement et ne tient pas dans le temps. L'autre possibilité est de résister collectivement. L'action syndicale permet d'opposer un projet à un autre, la résistance collective locale de refuser la mise en œuvre d'un projet jugé nocif, la « triche collective » de continuer à faire ce que l'on fait habituellement. Quant à la résistance collective de masse, elle permet d'obliger le ministère à renoncer à des réformes. En parallèle, il faut proposer des alternatives. La formation continue pourrait être un espace de débats et de controverses sur le métier.

Apprendre, oui mais pourquoi ?

Lors de la table ronde « Quel sens ont les savoirs pour les élèves ? », chercheurs, chercheuses et professeurs se sont succédés pour tenter de répondre à cette question fondamentale, une question qui interroge au bout du compte la finalité de l'école.


© MILLERAND / NAJA

Pour Patrick Rayou, sociologue, professeur en sciences de l'éducation et membre du CICUR*, *« il est urgent de penser la finalité des savoirs »*. Selon le chercheur *« la démocratisation de l'école en France n'a pas débouché sur une école qui rassemble mais sur un éclatement de filières socialement discriminées avec des apprentissages organisés autour de celles-ci »*. Il a pointé une *« frénésie de distinction des élèves avec une instrumentalisation des savoirs dans une logique de fracturation et de hiérarchisation »* qui empêcherait l'appropriation d'une culture commune. Il faudrait, toujours selon lui, *« inscrire ce que les enfants doivent apprendre dans des finalités et des valeurs reconnues, repenser la rencontre entre l'école et les savoirs mais aussi repenser le rôle de l'État éducateur qui gagnerait à une stabilisation du curriculum »*.

Selon Véronique Boiron, enseignante-chercheuse en sciences du langage et spécialiste de la maternelle, le langage oral est le grand absent des « savoirs fondamentaux » alors que *« les échanges langagiers oraux permettent aux enfants de convoquer des savoirs, d'aller au-delà du texte, de comprendre qu'il y a une intention dans l'écrit et c'est ce qui leur permet de construire le sens, de comprendre. C'est fondamental »*.

« L'école survalorise l'écrit, la dimension langagière doit redevenir centrale » conclut Véronique Boiron.

Un nouvel ordre ?

Quant à Sébastien Planchenault, enseignant de mathématiques et formateur académique, il a tenu à pointer la dimension internationale des difficultés des élèves en mathématiques : *« ce n'est pas une exception française »*. Pour lui, l'important est de changer les représentations que les enfants ont d'eux pour qu'ils aient confiance et améliorent leurs résultats. *« Trop d'enfants se sentent incompétents, pensent que les maths ne leur sont pas accessibles »*. Le formateur explique également que *« les mathématiques modernes avaient pour objectif de rendre accessibles à tous les mathématiques quelles que soient les origines socio-culturelles des enfants. La problématique n'est pas la façon dont on enseigne mais bien la forme scolaire. Enseigner les maths, c'est mettre les élèves en position de chercheurs pour construire avec eux les savoirs et connaissances nécessaires et suffisants. On peut faire des maths quand on fait de l'EPS, du français… Il est important de décloisonner leur enseignement »*.

Pour finir, Richard Étienne, professeur émérite à l'université, est revenu sur l'évaluation. *« Évaluer, c'est estimer la valeur. Contrôler, c'est vérifier la conformité à une norme »*, une façon de fustiger le nouveau contrôle continu, *« qui fait des dégâts »* selon le professeur pour qui, l'évaluation revêt trois dimensions, éthique, technique et éducative. *« Éthique car elle doit s'attacher aux objets et respecter les sujets. Technique avec une co-construction du référentiel d'évaluation avec les élèves. Éducative car elle vise les savoirs et la compétence, compétence entendue comme le savoir-agir en situation »*.

* Collectif d'interpellation du curriculum

PAROLES DE COLLÈGUES

PRATIQUER POUR APPRENDRE

Le GFEN (Groupe français d'éducation nouvelle), l'AFEF (Association française pour l'enseignement du français) et l'ICEM (Institut coopératif de l'école moderne) ont mené des ateliers pratiques avec les stagiaires présents au colloque.

« Ce stage m'a permis d'avoir des idées auxquelles je ne pensais pas pour aller plus loin dans la coopération. »

« En formation, on ne parle pas de l'enfant mais de l'élève, rien sur les relations avec les familles, sur la psychologie de l'enfant. C'est vraiment regrettable que les formations auprès de l'ICEM, GFEN ou autres ne soient pas considérées comme de réels temps de formation par l'institution. »

« Temps très positif, très formateur, en lien avec les problématiques de l'école : importance du collectif pour apprendre et faire vivre des tâches complexes à tous les élèves. »

« On apprend et on repart dans la classe avec enthousiasme avec la possibilité de tester de nouvelles démarches ou de changer de regard sur celles que l'on met déjà en place. »

« Nous étions dans la position de l'élève. Cela a permis d'identifier les difficultés rencontrées, de nous questionner. »

« On a pu réfléchir sur nos pratiques enseignantes, les interroger par le biais d'un dialogue entre pairs et avec la recherche. »



© MILLERAND/NAJA

Un métier de l'ajustement pour susciter l'intérêt, la motivation et l'engagement des élèves

3 QUESTIONS À Dominique Bucheton, professeur honoraire, spécialiste des gestes et postures professionnelles et Jacques Bernardin, président du GFEN (groupe français d'éducation nouvelle).

1 Quelles sont les principales caractéristiques du métier enseignant?

DOMINIQUE BUCHETON : C'est un métier de l'humain qui demande beaucoup d'attention, de compréhension de l'autre pour s'adapter à la singularité et l'accompagner. C'est un métier de l'ajustement pour susciter l'intérêt, la motivation et l'engagement des élèves. Cela nécessite créativité, inventivité car chaque année, ce sont de nouveaux contextes et élèves. C'est aussi un métier qui vise à l'éducation et à l'instruction de nombreuses disciplines, à l'apprentissage du vivre ensemble, de l'engagement et de la responsabilité dans la coopération dans des tâches et contextes donnés. Ce n'est absolument pas un métier de techniques, recettes ou protocoles.

JACQUES BERNARDIN : Le métier s'inscrit dans un principe éthique, l'éducabilité de tous. Il s'inscrit aussi dans des rapports sociaux nécessitant de comprendre la nature des différences à l'école et ses exigences. Ce qui se passe dans la socialisation familiale influe sur les attitudes et façons d'être et de faire des élèves. Si la maîtrise par les enseignants des savoirs est nécessaire, ce n'est pas suffisant pour l'enseigner de façon satisfaisante pour tous les élèves. La question du sens et de la compréhension sont deux pièces faibles pour un certain nombre. Le travail des concepts à l'école mérite une mise en scène spécifique, c'est le cœur du métier.

2 Pourquoi faut-il repenser la formation des PE?

D.B. : Le métier doit s'adapter aux nouvelles techniques, à l'extrême hétérogénéité du public. Il a besoin d'être repensé sur ses bases solides. La formation s'est réduite à peau de chagrin. Les enseignants ne bénéficient pas de savoirs théoriques savants suffisants pour se confronter aux situations réelles. La durée de la formation devrait être au moins de quatre ans pour pouvoir faire l'expérience progressive du métier en étant suffisamment accompagné.

J.B. : Elle n'est satisfaisante ni en durée ni en contenu. Les enseignants sont accablés plutôt que sereins pour réfléchir au métier. Ils doivent être soutenus, outillés, accompagnés. La formation doit préparer au travail d'équipe. Former à la coopération pour que chacun des élèves puisse participer à l'œuvre commune et à la coopération en équipe d'école plus à même d'inscrire l'activité éducative dans la durée, chacun convergeant par son action vers le même but à l'égard des élèves.

3 Comment garder la main sur le métier face aux prescriptions ?

D.B. : L'urgence absolue est de ne pas laisser détruire le métier. Il faut construire une formation initiale et continue de qualité, riposter de l'intérieur de la classe, ouvrir les possibles. Garder la main sur le métier est une nécessité pour lutter contre la morosité, les postures d'acceptation passive, de servitude volontaire ou de mimétisme de groupe. Toutes sortes de prescriptions imposées en termes de contenu de savoirs n'ont rien de légal. Résister seul est difficile, il est plus aisé de le faire en se regroupant.

J.B. : Il faut revenir à ce qui fait loi, les programmes de 2013 qui ne sont pas encore invalidés, revendiquer la liberté pédagogique eu égard aux attendus des textes. Si l'institution ne sait pas mettre en place des outils nécessaires, il faut compter sur d'autres instances comme les syndicats, mouvements pédagogiques ou associations de spécialistes. Des endroits où l'on reste attentif à la capacité de sortir chacun des déterminismes mais aussi des lieux où se pensent, se discutent des questions de métier.

LES PROPOSITIONS DU SNUIPP-FSU

Pour la formation initiale

- → Des pré-recrutements dès la première année de licence avec une rémunération permettant de se consacrer entièrement aux études et de démocratiser l'accès au métier
- → Un concours sous condition de licence, placé en fin de L3 et une formation rémunérée de deux ans
- → Des temps de stages en classe ne dépassant pas un tiers temps, passant de l'observation à la responsabilité et permettant d'appréhender tous les cycles
- → Une entrée dans le métier progressive jusqu'à deux années après la titularisation avec une première année à mi-temps, permettant de compléter sa formation et d'analyser sa pratique

Pour la formation continue

- → Une formation librement choisie sur temps de classe, en présentiel
- → Un renforcement de la professionnalité
- → Une formation sur tous les domaines sans exclusive
- → Des créations de postes de personnel remplaçant et formateur
- → La généralisation des temps de formation en REP+ à toutes les écoles
- → Le recentrage des missions des personnels formateurs sur la formation sans surcharge administrative ni dérive vers des missions d'encadrement
- → Une décharge allant d'un tiers à un mi-temps pour les PEMF